

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3374

[2008/203429]

11 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 15 juillet 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence par le fait que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2008 aux services d'aide précoce et aux services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 47 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 47. Le personnel d'accompagnement est composé des porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

L'équipe des services d'accompagnement pour adultes doit comporter des travailleurs appartenant à au moins deux des trois catégories de personnel suivantes : personnel éducatif, personnel social, personnel paramédical.

L'équipe des services d'aide précoce doit comporter au moins un psychologue ou un psychopédagogue et au moins un travailleur appartenant à l'une des catégories de personnel suivantes : personnel éducatif, personnel social, personnel paramédical.

Les travailleurs visés aux alinéas 2 et 3 doivent être rémunérés à cet effet.

Art. 3. Au deuxième alinéa de l'article 48 du même arrêté, est ajouté la disposition suivante :

"Il identifie de surcroît les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles sont tenus de participer le personnel d'accompagnement."

Art. 4. A l'article 72 du même arrêté, un point 4^o et 5^o sont ajoutés et rédigés comme suit :

"4^o une subvention spécifique en vue de renforcer la mobilité du personnel d'accompagnement;

5^o une subvention spécifique en vue de compenser les dispositions de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon."

Art. 5. Au titre VII du même arrêté, il est inséré un chapitre IVbis rédigé comme suit :

"Chapitre IVbis. — *La subvention spécifique en vue de renforcer la mobilité du personnel d'accompagnement*

Art. 79bis. Une subvention spécifique est accordée aux services pour leur permettre de financer partiellement les frais de déplacements professionnels du personnel d'accompagnement justifiant des qualifications visées à l'article 47.

Chaque service se voit attribuer annuellement un contingent kilométrique correspondant à la division de son volume d'équivalents temps plein d'accompagnement par le volume global d'équivalents temps plein d'accompagnement multipliée par 1 000 000.

La subvention spécifique visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée en multipliant le contingent de chaque service par le montant accordé au personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001.

Art. 79ter. Il est pris en considération pour mesurer le volume d'équivalents temps plein d'accompagnement visé à l'article 79bis, la somme des heures rémunérées du personnel d'accompagnement identifiées dans le cadastre de l'emploi de l'année précédant l'exercice d'attribution.

Art. 79quater. Le calcul visé à l'article 79bis tient compte en ce qui concerne le volume d'équivalents temps plein d'accompagnement des services spécifiques, d'un coefficient multiplicateur de 1,2.

Art. 6. Au titre VII du même arrêté, il est inséré un chapitre IV^{ter} rédigé comme suit :

“Chapitre IV^{ter}. — La subvention spécifique en vue de compenser les dispositions de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon.”

Art. 79quater. Une subvention spécifique est octroyée aux services pour leur permettre de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires à leur personnel. Les modalités de calcul de cette subvention sont définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon.”

Art. 7. A l'article 86, il est ajouté la disposition suivante :

“Les membres du personnel engagés, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, comme directeurs et possédant, antérieurement à cette date, les qualifications et formations requises pour l'exercice de cette fonction rencontrent la qualification exigée pour l'admissibilité des charges visée à l'annexe VI du même arrêté.

Les chefs éducateurs et les éducateurs chef de groupe des services visés par l'arrêté du 9 octobre 1997 qui viendraient à être engagés comme personnel d'encadrement sur base des qualifications visées à l'article 47 du même arrêté, peuvent conserver la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables avant leur engagement dans le service d'aide précoce ou d'accompagnement pour adultes pour peu qu'ils satisfassent aux conditions visées au point III de l'annexe VI du même arrêté.”

Art. 8. A l'article 86bis du même arrêté, les mots “annexe II” sont remplacés par les mots “annexe VI”.

Art. 9. L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 10. le point 1 du § 2, 2, de l'annexe V du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : “Dans les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques visées à l'annexe VIII, à celles applicables au chefs éducateurs et éducateurs chef de groupe visées à l'annexe VIII de l'arrêté du 9 octobre 1997 ou aux échelles barémiques du personnel des services du Gouvernement wallon sur base du tableau suivant :”.

Art. 11. Au point III de l'annexe VI du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

“§ 3. Le personnel de cadre est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire aux conditions suivantes :

Chef éducateur :

- avoir réussi un des modules de la formation “Gestion de services pour personnes handicapées” organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'Agence;

- avoir réussi l'unité de formation “Les stratégies de l'organisation” du post-graduat “cadre du secteur non-marchand” organisé par l'enseignement supérieur de promotion sociales.

Educateur chef de groupe :

- avoir réussi les 150 heures de la première année du cycle de formation en deux ans “Gestion de services pour personnes handicapées” organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'Agence.

Directeur :

- avoir réussi les formations en deux années de 150 heures “Gestion de services pour personnes handicapées” organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'Agence.”

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Namur, le 11 septembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe I^{er}

QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES POUR LA DETERMINATION DES SUBVENTIONS.

A. Personnel d'accompagnement

Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

Licencié en psychologie, psycho-pédagogie, pédagogie, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

Educateur classe I

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Infirmier(ère) gradué(e)

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Rééducateur en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Assistant, auxiliaire, ou conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Infirmier(ère) gradué(e) social(e)

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

B. Personnel administratif

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (braille) 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (braille) 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

C. Personnel ouvrier

Personnel ouvrier catégorie I

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 11 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3374

[2008/203429]

11 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2008;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 15 juli 2008;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat aanpassingen nodig zijn voor de vastlegging van het bedrag van de subsidies die voor het jaar 2008 toegekend worden aan de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 47 : Het begeleidingspersoneel is samengesteld uit houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist.

. Wat de begeleidingsdiensten voor volwassenen betreft, is de ploeg samengesteld uit werknemers van minstens twee van de drie volgende personeelscategorieën : opvoedend personeel, sociaal personeel, paramedisch personeel.

Wat de diensten voor vroegtijdige hulpverlening betreft, is de ploeg samengesteld uit minstens één psycholoog of psycho-pedagoog en uit minstens één werknemer van één van de volgende personeelscategorieën : opvoedend personeel, sociaal personeel, paramedisch personeel.

De werknemers bedoeld in het tweede en in het derde lid worden daartoe bezoldigd. »

Art. 3. Het tweede lid van artikel 18 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

"Het voorziet bovendien in de permanente vormingsactiviteiten waaraan het begeleidingspersoneel minstens twee dagen per jaar moet deelnemen."

Art. 4. Artikel 72 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4° en een punt 5°, luidend als volgt :

"4° een specifieke subsidie om de mobiliteit van het begeleidingspersoneel te intensifiëren;

"5° een specifieke subsidie als compensatie voor de maatregelen van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector. »

Art. 5. Titel VII van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk IVbis, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IVbis. — *Specifieke subsidie om de mobiliteit van het begeleidingspersoneel te intensifiëren*

Art. 79bis. Er wordt een specifieke subsidie aan de diensten toegekend voor de gedeeltelijke financiering van de professionele verplaatsingskosten van het begeleidingspersoneel dat kan bewijzen dat het beschikt over de kwalificaties bedoeld in artikel 47.

Elke dienst krijgt jaarlijks een kilometercontingent dat vastgelegd wordt door zijn aantal voltijds equivalent begeleiders te delen door het globaal aantal voltijds equivalent begeleiders, vermenigvuldigd met 1 000 000.

De specifieke subsidie bedoeld in het eerste lid wordt berekend door het contingent van elke dienst te vermenigvuldigen met het bedrag dat aan het personeel van de Ministeries toegekend wordt krachtens het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001.

Art. 79ter. Het wordt in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal voltijds equivalent begeleiders bedoeld in artikel 79bis, de som van de bezoldigde uren van het begeleidingspersoneel geïdentificeerd in het tewerkstellingskadaster van het jaar dat aan het toekenningjaar voorafgaat.

Art. 79quater. Bij de berekening bedoeld in artikel 79bis wordt wat betreft het aantal voltijds equivalent begeleiders van de specifieke diensten rekening gehouden met een vermenigvuldigingscoëfficiënt van 1,2."

Art. 6. Titel VII van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk IVter, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IVter. — *Specifieke subsidie als compensatie voor de maatregelen van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profit sector*

Art. 79quater. Er wordt een specifieke subsidie aan de diensten toegekend met het oog op de financiering van de compenserende banen ingevolge de toekenning van drie bijkomende jaarlijkse verlofdagen aan hun personeel. Deze subsidie wordt berekend volgens de modaliteiten die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profit sector."

Art. 7. Artikel 86 wordt aangevuld met volgende bepaling :

"De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de hoedanigheid van directeur in dienst zijn genomen en die vóór die datum over de voor de uitoefening van die betrekking vereiste kwalificaties beschikten en de desbetreffende opleidingen hebben gevolgd, hebben de kwalificatie die vereist wordt om in aanmerking te komen voor de lasten bedoeld in bijlage VI bij hetzelfde besluit.

De hoofdopvoeders en opvoeders-groepsleiders van de diensten bedoeld in het besluit van 9 oktober 1997 die als begeleidingspersoneel in dienst genomen worden op grond van de kwalificaties bedoeld in artikel 47 van hetzelfde besluit, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren voor hun werving door de dienst voor vroegtijdige hulpverlening of de begeleidingsdienst voor volwassenen, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in punt III van bijlage VI bij hetzelfde besluit."

Art. 8. In artikel 86 van hetzelfde besluit worden de woorden "bijlage II" vervangen door de woorden "bijlage VI".

Art. 9. Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 10. Punt 1 van § 2, 2, in bijlage V bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Wat betreft de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en de begeleidingsdiensten voor volwassenen, stemmen de bezoldigingen niet overeen met de loonschalen bedoeld in bijlage VIII, met die welke toepasselijk zijn op de hoofdopleiders en de opvoeders-groepsleiders bedoeld in bijlage VIII bij het besluit van 9 oktober 1997 noch met de loonschalen van het personeel van de diensten van de Waalse Regering op grond van volgende tabel :".

Art. 11. Punt III van bijlage VI bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

"§ 3. Het kaderpersoneel moet binnen vier jaar na de eerste september na zijn indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarden voldoen :

Hoofdopvoeder

- geslaagd zijn voor één van de opleidingsmodules "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd worden door een vormingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud is goedgekeurd door het beheerscomité van het Agentschap;

- geslaagd zijn voor de opleidingseenheid "Organisatiestrategieën" van het postgraduaat "kaderlid van de non-profitsector" georganiseerd door het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Opvoeder-groepsleider

- de 150 uur van het eerste jaar van de tweejarige vormingscyclus "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd.

Directeur :

- de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd worden door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het Beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd. »

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008.

Namen, 11 september 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

Bijlage I

KWALIFICATIE- EN VORMINGSVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN MET HET OOG OP DE BEPALING VAN DE SUBSIDIES

A. Begeleidingspersoneel

Directeurs klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs (volledig leerplan of sociale promotie) met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering en die het bewijs kunnen leveren van minstens drie jaar dienstervaring in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie uitgeoefend in de sector van de hulpverlening aan personen

Licentiaat psychologie, psychopedagogie, pedagogie, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

Opvoeder klasse I

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

Gegradueerde verpleger/verpleegster

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

Ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

Orthopedagoog

De houders van het diploma voor deze specialisatie.

Assistent, hulp of sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

Gegradueerd maatschappelijk verpleger/verpleegster.

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

B. Administratief personeel

Klerk

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travaux de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

Kopiist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

Kopiist (braille) 1^{re} klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Boekhouder-klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een handelsrichting.

Boekhouder-klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale vereisten van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Opsteller :

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale vereisten van de functie.

Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

Licentiaat economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

C. Arbeiderspersoneel**Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 11 september 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3375

[2008/203430]

11 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999, 29 juin 2000, 11 janvier 2001 et 13 décembre 2001, 26 juin 2002, 5 septembre 2002, 3 juillet 2003, 12 février 2004, 22 avril 2004, 29 septembre 2005, 28 septembre 2006, 21 juin 2007 et 20 septembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 15 juillet 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2008 aux services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées et qu'il est impératif que ces subventions soient octroyées le plus rapidement possible pour permettre à ces services de fonctionner de manière efficace;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, est supprimé.

Art. 3. Le quatrième alinéa de l'article 12bis du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante : "Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects ainsi que les dispositifs mis en place pour assurer la formation continuée du personnel éducatif de la catégorie II. Il identifie de surcroît les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles sont tenus de participer les éducateurs chef de groupe, les sous-directeurs et directeurs."

Art. 4. Le point 1^o du paragraphe 3 de l'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"1^o A : prises en charge qui ne sont pas comptées parmi les prises en charge visées aux points B, C, D et visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficiences intellectuelles légères, modérées ou sévères, sensorielles ou physiques qui nécessitent un accueil et/ou un hébergement;"

Art. 5. Au point 2 du point 2^o du paragraphe 3 de l'article 21 du même arrêté, le corps de phrase "2^o atteints de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes : " est remplacé par le corps de phrase suivant :

"2^o atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :"

Art. 6. Au point 3^o du paragraphe 3 de l'article 21 du même arrêté, le corps de phrase "C : prise en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figure dans l'énumération sous 1^o et les trois autres dans l'énumération sous 2^o : " est remplacé par le corps de phrase suivant :

"C : prise en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figure dans l'énumération sous 1^o et les trois autres dans l'énumération sous 2^o."

Art. 7. Au chapitre II du titre III du même arrêté, il est ajouté une section 6 rédigée comme suit :